

Un G20 pour quoi faire ? par François Reloujac

*Article paru dans la Nouvelle Revue Universelle, n° 23 (janvier, février, mars 2011)*

Au moment où s'ouvrait à Séoul le sommet du G20, le pape avait envoyé au président sud-coréen un message pour lui rappeler que toute solution à n'importe quelle crise économique, doit prendre en considération le développement authentique de tout homme, de tous les hommes. « Le Sommet devra rechercher des solutions à des questions très complexes, dont dépend l'avenir des prochaines générations et qui nécessitent donc la coopération de toute la communauté internationale, fondée sur la reconnaissance commune et acceptée par tous les peuples, de la valeur primordiale et centrale de la dignité humaine, objectif ultime des choix eux-mêmes ». Et Benoît XVI poursuivait : « Je souhaite qu'il existe une profonde conscience que les solutions adoptées en tant que telles, ne fonctionneront que si, en ultime analyse, elles sont destinées à la réalisation du même objectif : le développement authentique et intégral de l'homme ». Dans le cas contraire, c'est en vain qu'elles seront prises. Et le pape d'ajouter : « Le monde entier a les yeux tournés vers vous et attend l'adoption de solutions appropriées pour sortir de la crise, à travers des accords communs qui ne privilégient aucun pays aux dépens des autres »<sup>1</sup>. On retrouvait ainsi, derrière ces derniers mots, l'appel à une diplomatie que connaissent bien les Français, une diplomatie qui ménage l'équilibre entre les nations. Hélas, dès la fin du sommet, Philippe Mudry n'a pu que constater : après trois ans d'efforts, le Sommet de Séoul a montré à quel point la réforme économique et financière mondiale « est menacée de paralysie. Non seulement parce que les grands acteurs mondiaux n'ont plus des priorités une vision assez partagée pour affermir un consensus, mais parce qu'en leur sein même, l'unicité, voire la simple cohésion de vues, s'étiolent ». C'est comme si plus aucun chef d'État ne savait vraiment quoi faire ! Et si, par hasard, l'un d'entre eux pouvait avoir une bonne idée, il demeure dans l'incapacité de faire partager son analyse.

Mais l'une des raisons de cet échec n'est-elle pas que l'on recherche une solution unique globale, uniformément applicable alors que les peuples ont des aspirations diverses et que l'on a confondu équilibre entre tous avec uniformité de la solution ? Car l'unique dignité fondamentale de la personne humaine se décline en peuples différents, ayant des traditions multiples, vivant sous des climats divers, et vouloir imposer une solution commune à tous est inéluctablement vouée à l'échec. Ce qu'il faut rechercher, c'est une solution équilibrée reposant sur « des accords communs qui ne privilégient aucun pays au détriment des autres ». Car l'équilibre international ne doit pas être confondu avec le mondialisme. Il faudrait espérer que, sous la présidence française, le G20 reviendra à une appréciation plus réaliste des solutions à promouvoir. Pour l'instant, le président Sarkozy n'a pas pris position sur la méthode, il s'est contenté d'annoncer ses priorités qui sont :

- \* la réforme du système monétaire international ;
- \* une taxation sur les transactions financières pour financer le développement en Afrique ;
- \* la régulation des produits dérivés sur les matières premières.

Les slogans ainsi lancés en guise de programme laissent supposer que l'on continuera à chercher une solution unique, applicable à tous plutôt qu'un équilibre entre tous. Ces trois objectifs, même poursuivis ensemble, ne permettent pas de mettre l'homme au centre ; ils continuent à y laisser « le marché » et les finances. Le processus lui-même est contestable : car quel est véritablement le pouvoir du G20 ? En dehors de l'incantation, son pouvoir n'est que celui des deux grands du moment : la Chine et les États-Unis. C'est pourquoi, rien ne pourra être réalisé d'efficace sans l'accord des deux. Cependant, il ne faut pas non plus tout faire reposer sur leurs représentants d'aujourd'hui ni attendre un résultat immédiat, car leur marge de manœuvre n'est pas aussi grande qu'on le croit et, surtout, aucune action aussi pertinente soit elle ne pourra permettre de revenir à l'équilibre sans qu'on lui laisse le temps de porter des fruits.

### *Le rôle des banques dans la crise*

Parmi les coupables désignés de la crise – ou les crises –, on cite volontiers les banques ; dans le monde anglo-saxon, on incrimine plus souvent la confusion entre l'activité de banque d'investissement et celle de banque de détail pour expliquer la dérive qui a conduit à « la » crise. Effectivement, on a pu constater que tant que le Glass-Steagall Act a été appliqué, la crise n'a pas été aussi importante que depuis qu'il a été rapporté ; d'où la préconisation Paul Volcker et son application dans le Dodd-Franck Act du 17 juillet 2010. Mais, si cette analyse était à la fois bonne et complète, il y a longtemps que les banques européennes et notamment françaises auraient dû provoquer « la crise », elles qui sont depuis longtemps adeptes du concept de « banque universelle ». Si cette confusion des divers métiers de la banque a eu une influence, elle ne peut avoir été que minime ; un amplificateur peut-être mais certainement pas la cause. Pour Jean-Luc Gréau cette cause est à chercher dans la technique particulière du prêt sur gage qu'est le prêt hypothécaire (le « mortgage loan »). « Le mécanisme de recours à une hypothèque comme gage réel des emprunts représente infiniment plus qu'une technique commode de garantie des sommes prêtées car il bouleverse le cadre logique d'attribution, d'évaluation et de détention des crédits accordés. Dès lors que le prêt est assorti d'une garantie réelle sous la forme d'une hypothèque prise sur un logement ancien ou neuf, la nécessité de veiller à la solvabilité du prêteur cesse de s'imposer. Le risque mesuré cède la place à un pari que l'on prend sur la faculté que l'on aura, en cas de défaillance du débiteur, de faire jouer l'hypothèque et de saisir le bien pour le revendre à des conditions acceptables. Simultanément, les prêteurs réduisent ou

suppriment les coûts qui découlaient du suivi des emprunteurs. Enfin, les prêts hypothécaires forment une base idéale pour la titrisation, opération par laquelle les prêteurs initiaux peuvent se défaire du risque d'insolvabilité en revendant leurs prêts, découpés au préalable en autant d'obligations représentatives, sur un vaste marché international du crédit où interviennent chaque jour des centaines de banques et de fonds de placement ».

Cette pratique, pour importante qu'elle puisse être, n'explique pas, à elle seule, la gravité de la crise. À côté de cette cause « privée », il y a eu aussi une cause publique : les gouvernements, débarrassés – grâce à l'abolition des barrières douanières – du risque d'inflation, par la concurrence des pays où la main-d'œuvre est peu payée et où les allocations sociales sont inexistantes, n'ont pas hésité à recourir à l'emprunt pour financer leur générosité électorale au lieu de couvrir leurs dépenses par l'impôt. La pression sur le marché du travail et sur les salaires étant particulièrement fortes, les banques centrales n'ont plus hésité à laisser croître la masse monétaire dans une pyramide à la Ponzi comme jamais le monde n'en avait connu jusque là, la totalité des excédents étant absorbés par les actifs financiers et laissant apparemment inchangée la valeur des produits et biens réels. Au point qu'il est devenu difficile de trouver quelques centaines de millions d'euros pour loger les sans-abri, mais que l'on n'a aucune difficulté à mobiliser plusieurs centaines de milliards d'euros pour « sauver » des banques ! On comprend que les hommes politiques aient désormais du mal à expliquer la chose. Alors que les opérations de cavalerie conduisent les entrepreneurs et commerçants qui s'y livrent en prison, elles deviennent des systèmes remarquables lorsqu'elles sont le fait des États, jusqu'au jour où... ! Ce jour est arrivé.

Tous ces phénomènes monétaires, imbriqués les uns dans les autres, ont conduit au maintien de taux d'intérêt particulièrement bas. Ce niveau était nécessaire pour permettre aux entreprises et aux particuliers de s'endetter à bon compte et soutenir ainsi la croissance ; il était aussi nécessaire pour permettre aux États de maintenir artificiellement un train de vie astronomique. Mais, pour que les banques puissent maintenir ces taux à des niveaux trop bas, eu égard aux risques qu'elles couraient (risques de liquidité et de solvabilité), elles ont fait subventionner leurs opérations bancaires fondamentales par les résultats qu'elles sont allés chercher en spéculant pour leur compte propre sur les marchés financiers – ce qui a bien fonctionné jusqu'au jour où les marchés financiers ont connu leurs premières défections. Et pour éviter qu'elles ne fassent défaut, les États ont utilisé une partie des sommes qu'ils empruntaient aux unes pour recapitaliser les autres. La crise est désormais si grave qu'il serait vain de penser la résoudre en un jour. Les chefs d'État réunis au sein du G20 ont d'ailleurs bien montré qu'ils n'avaient pas la recette miracle. Quoi que l'on fasse, lorsque l'on a vécu à crédit pendant un certain temps, il arrive un moment où il faut commencer à rembourser. Plus longtemps on a accumulé des intérêts plus la note est lourde. Les deux seules questions fondamentales qui se posent réellement aujourd'hui à tous les gouvernements sont celles de savoir comment répartir la charge de la dette et sur quelle durée étaler les paiements. Subsidièrement, dans un monde où tout est immédiatement porté à la connaissance de tous par les médias, deux nouvelles questions – de forme –

surgissent : comment annoncer la vérité aux peuples que l'on a bercés d'illusions pendant si longtemps et qui endossera, le premier, cette responsabilité ?

### *Papy soupline*

Les banques participent certes au fonctionnement des mécanismes monétaires – et cherchent à en tirer parti – mais elles n'en sont pas les pilotes, ni les organisatrices. Depuis les accords de Bretton Woods et surtout depuis la décision du président Nixon de détacher le dollar de l'or, la monnaie connaît un régime nouveau dans l'histoire, qui ne ressemble à aucun de ses prédécesseurs. « La nature du système monétaire contemporain est la création d'argent à partir de rien au travers des prêts souvent irresponsables consentis par les banques privées ». Les mécanismes régulateurs étudiés par les économistes ne s'appliquent pas. De plus en plus démuni devant une crise économique dont on n'arrive pas à sortir, le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, qui ne peut plus faire baisser les taux – ils sont déjà à zéro – a proposé de lancer un deuxième programme d'assouplissement quantitatif (Quantitative easing). Cette politique semble avoir pour but de faire grimper les indices boursiers de façon à créer, artificiellement, un sentiment de richesse et doper la consommation ce qui permettrait de relancer la production américaine – à moins que cela n'entraîne de nouveaux achats à la Chine ! Ou cette politique permettra de rétablir un certain niveau de confiance et on peut admettre qu'à une certaine échéance, elle puisse porter des fruits ; ou elle n'y parviendra pas et alors le patron de la Fed aura bien mérité le surnom que lui a aussitôt donné Bill Bonner : Pappy Soupline ! Les partenaires économiques des États-Unis ont aussitôt dénoncé cette politique qui pourrait conduire à une dévaluation de fait du dollar ; mais ils oublient que la valeur extérieure du dollar n'entre pas dans le champ des missions de la Fed. Cette polémique a simplement permis au Secrétaire d'État au Trésor d'expliquer que si le dollar était faible ce n'était pas dû à cette politique mais « aux fondamentaux solides à l'étranger » !

Quoi qu'il en soit, jusqu'à la fin du XXe siècle le rôle principal des banques centrales était celui de « prêteur en dernier ressort » ; au XXIe ce rôle principal est devenu celui d'« acheteur en dernier ressort ». Cela ne fait que traduire que, au siècle dernier, on considérait que la puissance économique des États-Unis reposait sur sa capacité de production, tandis qu'aujourd'hui on considère qu'elle repose sur sa capacité de consommation et la force de son armée. Si pour Barak Obama, ce qui est bon pour relancer l'économie des États-Unis est bon pour le monde entier, la politique d'assouplissement quantitatif pratiquée par Ben Bernanke peut entraîner une baisse significative du dollar et donc un ralentissement des importations en provenance d'Europe... puisque, contrairement au yuan, l'euro n'est pas maintenu dans un rapport fixe vis-à-vis du dollar. Par ailleurs cette baisse de la valeur du dollar peut avoir pour effet de faire notablement monter, surtout dans les pays pauvres, le prix des denrées

alimentaires et des matières premières. Pour relancer la consommation américaine, le président Obama n'a donc aucun scrupule à ponctionner l'économie des pays pauvres. Ce faisant il la ponctionne deux fois : une première fois en les privant de l'accès aux matières premières les plus importantes et la seconde en leur achetant en dollars tout neufs et inutilisables autrement qu'en les prêtant aux Américains eux-mêmes, les produits de première nécessité dont ils ont pourtant besoin.

En fait, ne faut-il pas lire en creux la déclaration du président américain ? Ce qui est mauvais pour les États-Unis est mauvais pour le monde ! Le président de la Fed a réduit à quasiment zéro le niveau des taux d'intérêt, se privant désormais de tout instrument de conjoncture – mais n'a-t-il pas lui-même détruit cet outil conjoncturel en voulant l'utiliser pour résoudre un problème structurel ? – et inondé le marché mondial de dollars dont on découvre qu'ils ne valent plus rien. Les montants financiers en jeu sont tellement énormes qu'ils n'ont plus aucune commune mesure avec la valeur de l'économie réelle. Selon les économistes américains, qui cherchent à justifier une politique qui a échoué au Japon depuis de nombreuses années, ce qui rendrait celle-ci efficace ce serait la force persuasive de l'« open mouth », autrement dit la magie de la parole. Ou les agents économiques croiront ce que leur raconte la Fed et anticiperont une reprise, et alors ils dépenseront les dollars ainsi créés relançant la machine économique au risque d'ailleurs d'entraîner une reprise de l'inflation, ou ils n'y croiront pas et la déflation s'installera jusqu'au moment où elle basculera dans l'hyper-inflation. Ainsi que l'explique Randall Kroszner, ce qui est souhaité dans cette politique c'est « d'augmenter les anticipations d'inflation tout en restant crédible (sic) afin d'éviter que les agents s'inquiètent d'une perte de contrôle ». Il s'agit d'une politique éminemment dangereuse car le moindre accident social peut tout faire basculer vers l'hyper-inflation, comme les Allemands en ont fait l'expérience avant la seconde guerre mondiale. Dans La Tribune du 23 novembre 2010, Olivier Lecomte a ouvertement redouté que ne s'enclenche un cercle vicieux : « L'abondance de liquidités pousse les gestionnaires à chercher du rendement sur les classes d'actifs spéculatifs et entraîne des effets d'aubaine : loin d'emprunter pour investir, les sociétés les mieux notées profitent des taux bas pour racheter leurs propres actions, tandis que les autres, moins bien notées, peinent à s'endetter car les banques restent frileuses. On pourrait donc voir concomitamment un effet nul, voire négatif, sur les conditions du crédit aux entreprises moyennes et aux ménages, une formation de bulles par sous-estimation du risque sur certains actifs et une hausse du coût de la vie, non compensée, vu l'état du marché du travail, par des hausses de salaires ». Pour Simone Wapler, « si les taux d'intérêt remontent les pays dits riches (et qui ne le sont plus que de dettes) font faillite. C'est pourquoi le cartel des taux bas (Europe, Japon, États-Unis) préfère détruire sa monnaie plutôt que d'en passer par là ».

## *Tant que les monnaies continueront à n'avoir de valeur que subjective*

Selon le rapport de la Banque des Règlements internationaux publié le 1er septembre 2010, les volumes de devises négociés chaque jour sur les marchés mondiaux dépassaient les 4 000 milliards de dollars (environ 3 000 milliards d'euros), c'est-à-dire plus que la valeur du PIB annuel de l'Allemagne. Quand le volume des flux atteint de tels sommets, la machine n'est plus contrôlable par des règles purement économiques car aucune banque centrale ne dispose d'une masse suffisante pour intervenir avec des chances de succès. Dès lors, il suffit qu'à un moment de la journée ces flux soient massivement orientés dans un sens pour provoquer une catastrophe. Celle-ci sera d'autant plus grave que l'on utilise de plus en plus les programmes d'achat-vente automatiques mis au point pour tirer tous les avantages possibles de la moindre fluctuation des cours de Bourse. Il faut bien être conscient aussi que, contrairement à ce que l'on peut penser, « la gigantesque accumulation de réserves de devises que nous constatons aujourd'hui n'est pas un phénomène de marché : elle résulte de décisions gouvernementales ». Qu'au départ cette accumulation ait été envisagée dans un but économique afin de disposer d'une arme anti-crise certes, mais elle a rapidement dérapé pour devenir un outil de spéculation et de gouvernement. En effet, dans un premier temps ces capitaux accumulés permettaient de gager les dépenses sociales sans faire appel à l'impôt. Mais, au fur et à mesure que les dettes se sont accumulées, la recherche de profits spéculatifs immédiats a conduit à déconnecter de plus en plus ce monde financier du monde économique réel. On en est désormais arrivé au stade où « l'économie mondiale est incapable d'utiliser de vastes flux d'excédents d'épargne d'une manière efficace et sûre ». Tant que les monnaies continueront à n'avoir de valeur que subjective, les bulles spéculatives pourront continuer à enfler, au risque d'exploser à tout moment. C'est pourquoi, le patron de la Banque mondiale, Robert Zoellick a déclaré dans une tribune publiée début novembre 2010 par le Financial Times, qu'il était temps d'envisager de baser sur l'or le nouveau système financier international. Cet ancrage sur l'or ayant pour but d'« évaluer les attentes des marchés sur l'inflation, la déflation et la valeur future des monnaies ». Ce qui est gênant dans cet appel, ce n'est pas le retour de ce que Keynes appelait la « relique barbare », mais le motif de ce retour, le nouveau dieu du monde moderne : le marché ! Dans tous les raisonnements actuels, le moyen l'a emporté sur la fin et le marché s'est substitué à l'homme au point qu'il n'y a plus aucun raisonnement économique moderne qui ne personnifie le marché : « le marché veut », « le marché décide », « le marché prévoit », « le marché anticipe »... Les gouvernements sont devenus esclaves des marchés au point que Jean-Claude Trichet souhaite même que des sanctions automatiques soient appliquées aux États qui ne respecteraient pas les critères de Maastricht, car ce non-respect pourrait « bouleverser les marchés ». Et Angela Merkel en rajoute, qui voudrait priver de droit de vote les États récalcitrants. Il est vrai que, du fait de l'énorme montagne

de dettes sur laquelle chaque État est désormais assis, la moindre divergence par rapport à la pensée commune entraîne une flambée des taux ; le « marché le veut » !

### *La Chine dans le jeu*

Les marchés ne sont pourtant que des médias qui portent à la connaissance de tous le jeu économique de chacun. « Et, aujourd'hui, quoi qu'on en dise chacun joue un jeu personnel. L'Allemagne, qui doit son insolente santé économique à son principal client chinois (lequel ruine consciencieusement les industries de pratiquement tous les pays du vieux continent grâce au matériel germanique), plaide pour l'arrêt pur et simple de toutes les mesures d'exception destinées à soutenir le secteur bancaire ou refinancer les pays en grave difficulté comme la Grèce ou l'Irlande ». Si, à l'échelle mondiale, le système économique est dominé par le jeu auquel se livrent Américains et Chinois, à l'échelon européen le système est dominé par la compétition entre l'Allemagne et la Chine. Dans sa tournée européenne du début novembre 2010, après la Grèce et avant la France, le Président chinois s'est arrêté en Pologne pour y resserrer les liens économiques. En Pologne, la Chine a « confisqué » la production de cuivre de KGHM au profit de China Mine Metal Corporation. Quelques jours plus tard, le 23 novembre, la Chine faisait savoir qu'elle était intéressée par le rachat du premier fabricant hollandais de câbles, ce qui lui permettrait de devenir le premier producteur mondial de fibre optique, devant le français Nexans. Profitant de la mésentente des Européens en crise, le Président chinois a continué à accroître la puissance de son pays.

La question chinoise a été, à tort, uniquement focalisée sur la valeur du yuan. Mais en acceptant, sous prétexte de pénétrer le marché chinois grâce à des contrats mirobolants, de leur céder leur technologie en même temps qu'ils leur vendaient des produits à haute valeur ajoutée, les États européens ont permis à celle-là d'accroître son emprise sur le reste du monde. La Chine a choisi de laisser croître les salaires internes plutôt que de laisser le yuan s'apprécier. Mais, contrairement à ce qu'espéraient les Européens et les Américains, les Chinois ont utilisé leur surplus de pouvoir d'achat non pour acheter des produits de consommation à l'Occident – ce qui aurait équilibré un peu le commerce international – mais pour se livrer à une véritable spéculation immobilière. Dans un article publié par La Tribune fin novembre, Pascal Salin a fait entendre sa différence sur l'analyse que l'on peut établir des relations financières entre les États-Unis et la Chine. « L'excédent commercial chinois, a-t-il écrit, ne serait pas fondamentalement provoqué par un taux de change de déséquilibre, mais par un autre phénomène simple à comprendre ; le taux d'épargne chinois est considérable depuis des décennies (autour de 40 %), alors que le taux d'épargne est faible aux États-Unis et dans d'autres pays. La Chine exporte donc de l'épargne, c'est-à-dire qu'elle fait des placements à l'étranger, qu'elle achète des avoirs étrangers et, en contrepartie, elle vend des marchandises. La balance commerciale ne s'explique donc pas

par le taux de change, mais par les écarts de taux d'épargne. L'excédent commercial chinois est donc un excédent d'équilibre et le déficit américain un déficit d'équilibre. Ils sont la conséquence de mouvements internationaux d'épargne, pour la plus grande satisfaction de tous ; ainsi, grâce au déficit commercial, les États-Unis obtiennent plus de marchandises et ils les paient en vendant des actifs financiers (dont une partie est constituée par des Bons du Trésor à faible rémunération qui sont accumulés par les autorités monétaires, utilisant ainsi une partie de l'épargne nationale). Il n'y a donc pas plus de raison de parler de déséquilibre des balances commerciales qu'il n'y en a de parler de guerre des monnaies et il n'y a aucune raison pour qu'on s'occupe de ces questions dans une enceinte comme celle du G20 ». En fait, toute discussion sur la « guerre des monnaies » est stérile, car il n'est pas évident qu'une appréciation du yuan par rapport au dollar, au yen et à l'euro aurait pour conséquence un accroissement de la consommation mondiale ; elle pourrait ne jouer qu'un rôle redistributif, voire même, à l'inverse, peser sur cette consommation mondiale dans la mesure où les populations chinoises, moins bien protégées par leurs lois sociales (inexistantes), n'ont pas la même propension à consommer que les occidentaux nantis et « surprotégés ».

Hélas, en octobre 2010, la hausse des prix à la consommation s'était accélérée en Chine pour atteindre le taux de 4,40 %. Du coup les autorités chinoises ont envisagé un blocage des prix. Il est vrai que cette dérive monétaire était essentiellement due au fait que les prix de 18 sortes de légumes de base avaient augmenté de plus de 60 % sur un an dans les 36 plus grandes villes du pays. Le gouvernement de Pékin aurait aussi décidé de rendre les maires directement responsables de l'évolution des prix d'un panier de denrées... et de sanctionner sévèrement tous ceux qui spéculeraient sur le prix du coton ou du maïs. De nombreux conseillers internationaux ont proposé, quant à eux, que la Chine augmente ses taux d'intérêt. Cela, disent-ils, permettrait de mieux rémunérer les épargnants et de réduire la spéculation immobilière. Mais ils oublient que cela risquerait aussi de rendre encore plus difficile la lutte contre un afflux de capitaux spéculatifs. Fin novembre 2010, le gouvernement chinois a fini par décider de vendre une partie des stocks de céréales, huile et sucre qu'il détenait pour faire baisser les prix. Dans la foulée, il a relevé une nouvelle fois le taux des réserves obligatoires imposées aux banques, après avoir relevé une nouvelle fois les taux d'intérêts. Mais, pour les « experts », ces mesures sont insuffisantes et ne peuvent pas enrayer longtemps le développement de l'inflation, d'où un retour de l'idée de pousser les taux à la hausse.

Si les experts internationaux expliquent aux Chinois ce qu'ils ont à faire, les Chinois leur retournent désormais le compliment, sans complexe. Ainsi, l'agence de notation, Dagong, a décidé le 15 novembre 2010 d'abaisser la note des États-Unis de AA- à A+, mettant ainsi le grand rival au niveau de l'Espagne. L'agence a expliqué sa décision en laissant tomber que la politique d'assouplissement quantitatif était une pratique



qui « consiste à boire du poison pour éteindre sa soif ». Au-delà de ces déclarations, force est de constater que depuis le début de l'année 2010, la Chine n'achète plus de titres d'emprunt américains et qu'elle a même commencé à vendre une petite partie de son stock. Elle considère en fait que les États-Unis ne pourront jamais rembourser l'intégralité de leurs dettes.

*Comment en est-on arrivé là ?*

C'est bien la question fondamentale qu'il convient de se poser, car si on n'y répond pas il est vain de chercher à sortir des difficultés dans lesquelles se débat sans espoir – et sans espérance – le monde que l'on dit libre. Le G20 pas plus que le G2 ne résoudra la crise actuelle (ou les crises successives qui s'enchaînent les unes les autres) sans une prise de conscience des causes premières des dysfonctionnements économiques mondiaux, pas uniquement des causes immédiates. Ne faut-il pas voir dans toutes ces difficultés une conséquence de ce que l'on a souvent confondu la fin et les moyens ? Depuis le début de la deuxième moitié du XXe siècle on considère que seul ce qui est matériel compte et que l'homme est ainsi devenu capable de dominer totalement ce monde dont l'évolution est prévisible, et donc modélisable. Il en est résulté une confiance absolue dans cette nouvelle catégorie de référents que sont les experts. Hélas, l'on n'a pas toujours vu que « derrière la multiplication des experts et des entités chargées de les accueillir (...) se niche une vision de la société comme un objet mécanique qu'il suffirait de paramétrer pour obtenir un fonctionnement optimal ». Du coup, l'économie et la politique ont l'une et l'autre « cessé d'être une science sociale pour devenir une discipline d'ingénieurs, régie par des théorèmes et des systèmes d'équation ». Tous les rapports humains sont réduits au jeu de simples lois de la mécanique, tout est traduit en logiciels de calcul. Du coup, chacun oublie l'essentiel, à savoir que les hommes ne sont régis par aucune rationalité et que, dans la vie de tous les jours, « ils n'ont aucun souci de la cohérence de leurs actes ».

Selon des universitaires réunis à Genève début novembre 2010 pour les neuvièmes rencontres internationales sur « l'éthique de la finance et la responsabilité », c'est l'enseignement donné aux étudiants qui en serait à l'origine. « Si nous ne sommes pas capables de dire à nos étudiants que les limites des produits financiers ne sont pas uniquement celles des mathématiques et de l'informatique permettant de les concevoir, alors on va vers de sérieux problèmes » a commencé le professeur Olivier Taramasco. Car les nouveaux financiers d'aujourd'hui ont tous été sélectionnés sur leur capacité à résoudre des problèmes mathématiques ; quasiment aucun n'a eu de véritable formation ni en économie, ni en finance, encore moins en philosophie, en histoire, en psychologie ou encore en sociologie. Robert Gibson a déploré pour sa part que « la responsabilité individuelle ne soit jamais prononcée dans un cours de finance ». Et pourtant, comme l'a expliqué Marc Chesney, « nous sommes les seuls à pouvoir faire le lien entre l'aspect immoral d'un produit financier toxique et le risque systémique que celui-ci peut faire peser sur la

société, s'il se généralise ». Une fois encore, force est de constater que les moyens l'ont emporté sur la fin. Et cette dérive est d'autant plus grave que, comme l'a expliqué Christian Walter, « contrairement aux sciences dures, les modèles financiers ne sont pas uniquement descriptifs ; ils deviennent "performatifs" en construisant des pratiques professionnelles, en façonnant la gestion des banques, en modelant les normes financières ».

Si le monde d'aujourd'hui veut enfin sortir du piège dans lequel il s'est lui-même enfermé depuis près d'un siècle – voire plus – il faut arrêter de s'enfermer dans diverses réglementations pour retrouver enfin les grands principes solides qui laissent « de vastes champs de l'action humaine à l'initiative et à la dynamique individuelle » ; il faut admettre le droit à l'erreur ; il faut accepter que le temps de la société s'écoule moins vite que le temps de l'homme.